

Alors que le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, s'est fendu le 22 janvier d'une missive lyrique aux personnels, les invitant à être des « allumeurs de lumières » et des « sentinelles de la raison », la réalité des chiffres vient éteindre brutalement la petite flamme d'espoir qu'il prétend entretenir.

Les chiffres du CSA ministériel sont tombés : le gouvernement prévoit la suppression de 3 256 postes au niveau national. L'académie de Rennes paie un tribut particulièrement lourd et figure parmi les cinq académies les plus impactées de France.

Pour la rentrée 2026, l'hécatombe est confirmée :

- **1er degré** : 86 suppressions de postes enseignants.
- **2nd degré** : 131 suppressions de postes enseignants.
- **Total** : 217 postes supprimés dans notre académie.

Pour la FNEC FP-FO, c'est inacceptable. Derrière ces chiffres se cachent des classes surchargées, des postes fractionnés sur plusieurs établissements et une dégradation continue des conditions de travail pour les professeurs, AESH, AED, CPE, personnels de santé et personnels de direction.

Pour la FNEC FP-FO, ces suppressions de poste sont une attaque directe contre le droit à l'instruction. Moins de professeurs, cela signifie mécaniquement des classes plus chargées. Comment « retenir l'élève perdu » avec 30 ou 35 élèves par classe ? **La FNEC FP-FO réaffirme son opposition à l'inclusion systématique et forcée qui maltraite élèves et personnels. Nous revendiquons le maintien et la création de places ainsi que le droit aux soins des enfants dans des structures spécialisées (IME, ITEP, etc.) pour répondre aux besoins réels.** Dans les collèges et lycées bretons, ces suppressions de postes entraînent la suppression d'options, de dédoublements de classes en sciences ou en langues, creusant de fait les inégalités.

Le ministre invoque « l'idéalisme », mais les personnels vivent un « matérialisme » de crise. Depuis 20 ans, le décrochage salarial des personnels de l'éducation nationale est une réalité mathématique. Par exemple, selon les données de l'OCDE, le salaire réel des enseignants a chuté de près de 15 à 25 % en euros constants depuis les années 2000.

On ne paye pas ses factures avec des « envolées lyriques ». La FNEC FP-FO rappelle que l'urgence est à l'ouverture de négociations pour une augmentation immédiate et sans contrepartie des salaires. De l'argent, il y en a. **Il suffit de regarder l'augmentation massive du budget des armées ou encore les milliards d'exonérations fiscales et d'aides publiques accordées sans contrôle aux multinationales.**

Le ministre s'interroge sur le « sens de notre mission » ? Pour FO, le sens est clair : assurer un service public d'instruction de qualité. Cela ne peut se faire en réduisant les personnels à de simples variables d'ajustement.

La FNEC FP-FO de l'académie de Rennes exige :

- L'annulation immédiate des 217 suppressions de postes prévues.
- Le recrutement massif de personnels (enseignants, AESH, Vie scolaire, **administratif, technique**, santé et social).
- Un rattrapage salarial à la hauteur de l'inflation et du déclassement subi.
- **L'arrêt immédiat du déferlement de contre-réformes qui nous noient sous des dispositifs ne relevant plus de nos missions d'enseignement (EVARS, PHARE, réunions et protocoles multiples...).**